

60 plans de développement des AHAs
PASSIP ACTION : G-11794-003

CONFIDENTIAL

Sommaire

I. Informations générales	2
1.2 Objectifs de la prestation.....	3
1.5 Méthodologie	4
II. Exigences relatives au format de l'offre	5
2.1. Qualification du personnel objet de l'offre	5
Expert-e 1 :	5
1.1.1. Qualifications générales	5
1.1.2. Expérience régionale/connaissance du pays	5
1.1.3. Langues :	6
2.2. Consignes de calcul	6
III. Lieu et période de la mission	7
IV. Protection des données et sécurité de l'information	7

I. Informations générales

Le projet ACTION s'inscrit étroitement dans les politiques nationales et notamment le Programme National d'Irrigation de Proximité (PNIP) qui est le cadre national de référence pour tous les investissements visant à exploiter le vaste potentiel en terres irrigables à travers l'IP. Le projet s'aligne également sur la politique d'aide internationale féministe du Canada (PAIFC). Il constitue par ailleurs une réponse directe aux effets liés aux changements climatiques en augmentant les capacités de résilience et d'adaptation des agriculteurs bénéficiaires. Le PNIP est le cadre fédérateur de tous les intervenants de l'irrigation de proximité et a été élaboré avec l'appui du Programme d'Appui au Sous-Secteur de l'Irrigation de Proximité (PASSIP).

Pour l'atteinte des objectifs du PNIP, le PASSIP a travers un accord spécial de coopération déléguée passé entre la GIZ et le Ministère des Affaires Mondiales du Canada (AMC), a implémenté le projet « Renforcement de l'Agriculture Irriguée (REAGIR) » de 2014 à 2020.

Au vu des acquis engrangés par les populations bénéficiaires sur le terrain et des résultats satisfaisants enregistrés par le projet REAGIR, les coopérations canadienne et allemande ont convenu du financement et de la mise en œuvre du projet « Appuis Ciblés pour Terres irriguées et opportunités pour la Nutrition » (ACTION) dont l'objectif est d'améliorer la sécurité économique, alimentaire et nutritionnelle des populations pauvres habitant dans des zones rurales du Mali. A l'instar des projets REAGIR et PAIP, le projet « ACTION » sera mise en œuvre en coopération déléguée avec les agences allemandes (la KfW et la GIZ) et avec une forte implication des partenaires nationaux.

Le volet technique du projet ACTION chargé de la mise en valeur durable des anciens aménagements (AHA) est porté par la GIZ à travers le Programme d'Appui au Sous-Secteur de l'Irrigation de Proximité (PASSIP). Il est planifié pour 06 ans et intervient sur 81 sites AHA dans les régions de Koulikoro (actuelles régions de Koulikoro, Dioila et Bougouni) et Mopti (actuelle région de Bandiagara).

Le projet ACTION vise l'amélioration des revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations pauvres habitant dans des zones d'intervention du projet, plus particulièrement, ceux/celles intervenant dans les domaines de la production et de la valorisation des produits agricoles issus de l'irrigation de proximité.

Ainsi en 2022 et à la demande des populations et des collectivités territoriales le projet PASSIP/ACTION a apporté une réponse en appuyant la réalisation de 60 plans de développement inclusif des aménagements hydro-agricoles (AHA). L'initiative s'inscrit dans une logique intégrée, territoriale et de bassin versants permettant d'appréhender l'aménagement hydro-agricole dans sa globalité. Elle est une contribution à la une gestion pacifique, agroécologique intégrant le genre et la pluralité des acteurs et leurs intérêts dans l'analyse des questions d'aménagements hydro-agricoles. Les plans de développement réalisés concernent les régions de Koulikoro, Dioïla et Bandiagara avec l'appui technique de la DNA et des autres services déconcentrés (DRA, DRGR, DRPIA, DREF, DRACPN). Après l'élaboration concertée et la mise à disposition des plans de développement des AHA aux communautés bénéficiaires, PASSIP/ACTION a instruit aux ONG partenaires de mettre le focus de leur intervention sur l'appropriation des PD. Progressivement, les PD deviennent des outils importants de gouvernance durable des AHA.

En moins d'un semestre d'intervention des ONG, il est important de s'arrêter pour faire une évaluation sur l'état de mise en œuvre des PD afin d'en percevoir les forces et faiblesses de parcours, les contraintes et leçons apprises en vue de formuler des recommandations pour une appropriation communautaire durable des PD. Cette évaluation prendra en compte les articulations-liens entre PD et PDSEC, la possibilité de l'arrimage du PD au PDSEC et le niveau d'implication des communes dans la mise en œuvre du PD sur chaque site.

Les présents TDR permettront de recruter un prestataire (consultant indépendant) chargé d'évaluer l'état de mise en œuvre des plans de développement (PD) des AHA,

1.2 Objectifs de la prestation

L'objectif de la prestation est d'évaluer l'état de mise en œuvre des plans de développement des Aménagement Hydroagricoles (AHA) dans les différentes régions d'intervention du projet, afin de percevoir les changements induits par le processus sur les acteurs et leur niveau d'appropriation de cette approche/démarche de la gouvernance inclusive et de formuler des propositions stratégiques pour une appropriation durable.

Les objectifs spécifiques de la prestation sont :

- vérifier le degré d'implication des collectivités dans la mise en œuvre des PD par les Comité de gestion et les communautés des AHA ;
- vérifier auprès de collectivités la prise en compte des PD des AHA dans les PDSEC ;
- évaluer les progrès réalisés par rapport l'état de mise en œuvre des plans de développement à travers une analyse pertinente des force et faiblesses,
- analyser les leçons, changements/effets induits au niveau des bénéficiaires, des collectivités territoriales, des services techniques et de la gouvernance globales des AHA ;
- suggérer un plan d'action stratégique et système de suivi local pour booster la dynamique d'appropriation déclenchée
- formuler des recommandations stratégiques pour une appropriation durable des PD

1.3 Résultats attendus

Les résultats attendus au terme de cette évaluation sont les suivants :

- le degré d'implication des collectivités dans la mise en œuvre de PD est connu ;
- les cas de prise en compte des PD dans les PDSEC sont recensés ;
- les cas de réalisation des concertation villageoises et/ou communales sont recensés ;
- a partir de l'analyse FFOM, les progrès réalisés par rapport l'état de mise en œuvre des plans de développement est réalisé ;
- les principaux changements/effets induits au niveau des bénéficiaires (comités de gestion et collectivités territoriales), des services techniques et de la gouvernance globales des AHA sont identifiés ;
- l'articulation des PD avec les Plan de Développement Social, Economique et Culturel de la commune (PDSEC) ainsi que d'autres outils de gouvernance comme les cadres de concertations communaux est analysée ;
- un système de suivi au niveau local à parti des cadres de concertation communaux et des espaces de bilan est conceptualisé ;
- un plan d'action/feuille de route stratégique est disponible pour booster l'appropriation des PD ;
- des leçons et des recommandations de manière à améliorer, le cas échéant, les actions présentes et futures sont formulées pour une appropriation durable des PD.

1.4 Livrables

- plan d'action stratégique pour une bonne appropriation des PD

- apprécier les effets émergents, les enseignements (bonnes pratiques et les leçons apprises) et/ou points d'attention-clés à retenir pour booster l'appropriation des PD par les communautés
- fournir le rapport provisoire d'évaluation ;
- fournir le rapport d'évaluation global comprenant, les résultats et des recommandations.

1.4 Situation de départ

En 2022 à la demande des populations et des collectivités territoriales PASSIP/ACTION a apporté une réponse en appuyant la réalisation de 60 plans de développement inclusif des aménagements hydro-agricoles (AHA). Les plans de développement réalisés concernent les régions de Koulikoro, Dioïla et Bandiagara avec l'appui technique de la DNA et des autres services déconcentrés (DRA, DRGR, DRPIA, DREF, DRACPN). Après leur élaboration concertée et leur mise à disposition aux communautés bénéficiaires, le projet a instruit aux ONG partenaires de mettre le focus sur l'appropriation des PD. En moins d'un semestre d'intervention des ONG, il est important de s'arrêter pour faire une évaluation sur l'état de mise en œuvre des PD afin d'en percevoir les forces et faiblesses de parcours, les contraintes et leçons apprises en vue de formuler des recommandations pour une appropriation communautaire durable des PD. Pour cela, un prestataire sera recruté. L'évaluation devra aussi prendre en compte les articulations-liens entre PD et PDSEC et le niveau d'implication des communes.

La GIZ fait appel à un/ une consultant (e) pour une durée de contrat de 32 jours entre la période prévue de mars à juin 2026.

1.5 Méthodologie

Tout au long de la mise en œuvre de la prestation, une approche participative sera préconisée afin de garantir une évaluation exhaustive. Cinq grandes étapes clés vont marquer le processus de l'étude :

❑ Une étape préparatoire dont l'objectif est de :

- réaliser une réunion de cadrage avec le consultant pour cerner et expliquer concrètement les objectifs visés ;
- faire une analyse documentaire exhaustif des rapports et documents stratégiques disponibles au sein du projet (plans de développement disponibles, rapport des ONG, Note conceptuelle de l'approche d'élaboration des PD etc.);

❑ Une étape des investigation/ collecte des données permettra de générer des résultats sur les changements. Elle permettra au consultant de :

- réaliser des entretiens semi-dirigés avec les bénéficiaires, les partenaires, et les acteurs institutionnels ;
- effectuer des enquêtes de terrain dans chaque région pour collecter des données quantitatives et qualitatives ;
- faire des focus groups avec les bénéficiaires pour réaliser des analyse FFOM, identifier les changements/effets induits, formuler des actions et recommandations pour une appropriation plus durable des PD
- récolter les suggestions des acteurs locaux (communes, comités de gestion, services techniques) sur l'opportunité de la mise en place d'un système de suivi local à partir d'instruments existant tels que les cadres de concertations

communaux pour une gouvernance inclusive des AHA, et les espaces de restitution publique etc.

❑ Une étape de rapportage qui consistera à :

- réaliser une analyse et interprétation des données ;
- produire le rapport provisoire d'évaluation suivi des premières améliorations du projet.

❑ Une étape de tenue de l'atelier de restitution des résultats de l'étude qui permettra de :

- recueillir le feed-back du projet et des partenaires ;
- valider les recommandations et conclusions.

❑ Une étape de production du rapport final de l'étude

II. Exigences relatives au format de l'offre

Le consultant doit faire une offre technique (**CV**) et financière pour cette activité.

2.1. Qualification du personnel objet de l'offre

Le/-la consultant·e doit, fournir un CV conforme, aux termes de tâches et de qualifications. Les qualifications mentionnées dans ce qui suit correspondent aux exigences à remplir pour obtenir le maximum de points dans l'évaluation de la partie technique de l'offre.

Expert·e 1 :

1.1.1. Qualifications générales

Formation : Diplôme universitaire Bac + 4 en Sciences Sociales ou en Développement Rural l'économie du travail ou dans un domaine similaire (5points)

Expérience professionnelle : **■** Avoir conduit au 5 études diagnostique en rapport avec les évaluations de projets au cours des derniers 10 ans (30 points);

■ Avoir une expérience de 10 ans d'expérience dans la réalisation d'études dans le domaine de l'évaluations des publications ou des rapports pour des missions similaires (20 points)

■ Avoir une expérience de 5 années d'expérience en développement rural (20points).

1.1.2. Expérience régionale/connaissance du pays

Avoir 2 ans expériences ou deux missions de courte durée dans l'animation, la participation aux ateliers, et/ou la conduite ou participer à une étude pluridisciplinaire dans la région Ouest africaine au cours des dix dernières années (20points)

1.1.3. Langues :

Excellente maîtrise de la langue française C2 (5 points)

2.2. Consignes de calcul

Les honoraires sont calculés sur la base des jours d'expert (journées de réalisation de la prestation).

Les honoraires couvrent l'ensemble des charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques etc.

Dans la présente prestation, les honoraires sont calculés sur la base de 24 jours prestés.

Les frais de subsistance seront remboursés sous forme d'indemnités journalières forfaitaires, à concurrence des plafonds fiscaux applicables au pays considéré, selon le tableau des taux par pays figurant dans la circulaire du ministère fédéral allemand des Finances (BMF) relative au remboursement des frais de mission et de déplacement (à consulter sous : [Bundesfinanzministerium - Steuerliche Behandlung von Reisekosten und Reisekostenvergütungen bei betrieblich und beruflich veranlassten Auslandsreisen ab 1. Januar 2025 \(Seulement en allemand\)](#) [page du ministère intitulée « Traitement fiscal des frais de déplacement et remboursements de frais de déplacement lors de déplacements à l'étranger motivés par des raisons professionnelles et raisons liées à l'entreprise à partir du 01/01/2024 »]).

Les frais d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnité d'hébergement comme indiqué dans le cadre estimatif détaillé ci-après.

Le frais correspondant à un dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement pourra être remboursé sur présentation de justificatifs et s'ils font l'objet d'une justification particulière.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ est tenue de réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions (classe économique) ou en optant pour les moyens de transport, les compagnies aériennes et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂. Pour les trajets en Allemagne, optez de préférence pour le train (2e classe) ou l'e-mobilité.

Les émissions de CO₂ causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO₂ font l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat \(site en allemand et en anglais\)](#) a publié une [liste de normes \(en allemand\)](#) dont la GIZ recommande l'application.

La prestation durera en 32 jours répartis sur la période allant de janvier à avril 2026 comme suit :

Jours d'honoraires	Nombre d'expert·e·s	Nombre de jours par expert·e	Observations
Réunion de cadrage	1	1	Harmonisation de la compréhension des TdR de la mission et validation du programme
Revue préexploitation de la documentation l'étude passée	1	3	Le document d'étude antérieures disponible
Investigation/sondage terrain sur deux sites pour saisir les grandes évolutions en matière de genre sur les sites de PASSIP et ACTION	1	22	Concernera les zones d'intervention du projet (Koulikoro, Kolokani, Dioïla, Kati, Ouélessébougou et Bandiagara)
Analyse Traitement des donnée terrain	1	4	
Préparation et tenue de l'atelier de restitution des résultats	1	2	Avec le coaching et l'appui technique de l'équipe du projet.
TOTAL	1	32 j/h	
Frais de mission et de déplacement	Nombre d'expert·e·s	Nombre de jours/nuits par expert·e	Observations
Perdiem de jours de mission sur terrain-	1	22	
Hébergement jour de mission	1	21	
Location voiture +chauffeur+ carburant	1	22	

Calculez votre offre de prix uniquement sur la base des consignes de calcul figurant dans le cadre estimatif détaillé ci-dessus. Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des jours, voyages, ateliers ou budgets. Dans le contrat, le nombre de jours / voyages / ateliers ou le montant des budgets seront convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

III. Lieu et période de la mission

La mission se déroulera prioritairement dans le district de Bamako, les régions de Koulikoro, Dioïla, Bandiagara mais autres localités peuvent être concernées si le besoin se fait sentir au cours de la mise en œuvre.

IV. Protection des données et sécurité de l'information

Les dispositions relatives à la protection des données et à la sécurité de l'information figurant dans la version en vigueur des Conditions générales (point 1.10, Protection des données) s'appliquent.

L'exécution du contrat peut impliquer le traitement de données à caractère personnel par le contractant, comme par exemple (mais pas uniquement) le traitement des noms et des coordonnées. Dans de tels cas, le sous-traitant agit en tant que RESPONSABLE DES DONNEES à part entière et doit respecter TOUTES les obligations applicables en matière de protection des données, y compris celles découlant des lois régionales et locales. Le sous-traitant ne peut traiter les données à caractère personnel que si l'objectif à atteindre ne peut être atteint sans ces données. Les principes de protection des données tels que la légitimité, la minimisation des données, l'exactitude, la limitation de la finalité, la limitation du stockage, la transparence, l'intégrité et la confidentialité et l'obligation de rendre des comptes ainsi que les nombreux droits de la personne concernée doivent être respectés. La GIZ n'est en aucun cas responsable d'un tel traitement.

Dans les cas où le contractant suit les instructions d'un partenaire de la GIZ, le partenaire est le responsable du traitement des données. Les lois et normes applicables ici pour lui et le contractant doivent être respectées et mises en œuvre.

Si le contractant n'est pas soumis au RGPD et que les lois applicables ne contiennent pas d'explications sur les principes et les droits en matière de protection des données mentionnés ici, il convient de se référer aux définitions du RGPD (Règlement (Règlement (UE) 2016/679)